

# Redéfinir le journalisme de service public

*La liberté d'opinion est une farce si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce ne sont pas les faits eux-mêmes qui font l'objet du débat. (Hannah Arendt)*

## Société de l'Information et de la Connaissance

En 2003 et 2005, au Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) organisé à Genève et à Tunis par l'ONU, la société civile suisse s'est battue pour que le débat ne se limite pas à la technique, mais comprenne l'information au sens large.

Aujourd'hui, l'ONU a revu son vocabulaire et parle des Sociétés de l'Information et de la Connaissance. Les révolutions technologiques que nous vivons exigent non seulement l'information, mais aussi la connaissance. Il ne suffit plus d'avoir accès à l'information ; il faut disposer des bases qui permettent de différencier l'information de la désinformation, d'interpréter la nature des contenus diffusés, de repérer les tribunes offrant des garanties de crédibilité.

Seuls des citoyens en mesure d'observer la transformation du monde, au fur et à mesure qu'elle se déroule à une vitesse jamais expérimentée dans l'histoire humaine, seront capables de lui faire face.

Pour relever ce défi, nos sociétés doivent compter une majorité d'individus bien informés et bien formés. Nous en sommes loin.

## Post vérité

La toile d'araignée des réseaux sociaux, le tissu de relations étendu à l'infini pour chaque individu a bouleversé non seulement la manière dont nous interagissons les uns avec les autres, mais aussi celle dont nous vivons un monde extérieur dont le périmètre a explosé.

Jamais le citoyen ordinaire n'a été confronté quotidiennement à une telle multitude de sollicitations, d'opinions contradictoires et d'émotions diverses. Il est devenu difficile de distinguer les faits des opinions, mais aussi le mensonge de la vérité.

En 2016, le dictionnaire d'Oxford a fait de la « post vérité » son mot de l'année, parce que, dit-il, les faits objectifs ont désormais moins d'influence sur l'opinion publique que l'émotion ou les croyances personnelles.

Toute information qui déplaît devient une « fake news ». Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la Paix, a pu affirmer la main sur le cœur que la persécution des Rohingas était un « iceberg de fake news », une contre-vérité évidente, alors que, fait réel, un torrent de fausses informations sur les réseaux sociaux birmans nourrissent la haine de cette minorité ethnique. « Est vrai ce que je crois vrai » et « n'est pas vrai ce que je ne crois pas vrai », voilà les deux points de vue dominants aujourd'hui.

Si la « post vérité » met en question la notion de vérités objectives auxquelles on devrait se fier, elle conforte aussi, derrière le bruit continu d'une communication

multiforme, une série de « vérités » hors d'atteinte de la discussion. Un seul exemple : nul ne remet en question la libre circulation des capitaux, mais tous admettent la limitation de celle des personnes, sans se soucier des maux terribles qui expliquent et accompagnent les migrations. Comme dit le philosophe Slavoj Žižek, il est devenu plus facile d'imaginer la fin du monde que celle du capitalisme.

Plus de grande narration, plus de rêve à partager comme après la seconde guerre mondiale, quand le socialisme et la liberté se partageaient l'horizon. Le complotisme a le vent en poupe; des narrations invraisemblables deviennent vraisemblables. Que dire du transhumanisme, qui entend non seulement repousser le vieillissement, mais, pourquoi pas, supprimer la mort ? Dans son document « Medien im Umbruch » (30.12. 2016), le Club Helvétique souligne « le danger que le grand public, toujours plus mal informé, soit de plus en plus facile à manipuler ».

La technologie, pilotée par quatre ou cinq sociétés de la Silicon Valley qui concentrent un niveau de pouvoir et de richesse jamais vu, transforme la réalité à une vitesse qui laisse le pouvoir politique démuné. Une extrême concentration de fortunes, de pouvoir et d'innovation technologique leur permet de remodeler la société sans rendre de comptes à personne.

Soumises à des forces qu'elles ne maîtrisent pas, les démocraties peinent à rallier leurs citoyens autour d'un projet cohérent. Les régimes autoritaires, confrontés eux aussi à la multiplication et à la fragmentation des sources d'information, ont appris à les manipuler à leur profit, jusqu'au cœur des démocraties...

Les idéologies sont démonétisées ; l'histoire évolue sans direction ; plutôt que de chercher des causes globales à nos difficultés, nous sommes invités à « considérer les variations dans un éventail de contraintes multiples » (Michel Serres).

Ni nos systèmes d'éducation, ni nos médias ne sont à la hauteur d'un tel défi. Ma réflexion porte sur les seconds, à partir de l'exemple suisse.

### **Le cas suisse**

Avec sa démocratie semi directe et son service public audiovisuel fortement implanté, notre pays constitue le terreau idéal pour développer un modèle de média apte à répondre aux exigences nouvelles.

Le peuple fixant lui-même les orientations politiques du pays et devant répondre trois ou quatre fois par an à des questions nombreuses, parfois difficiles, les citoyens suisses sont, plus que d'autres, susceptibles de comprendre la nécessité d'une information fiable.

La dimension réduite du pays et sa subdivision en petites entités autonomes donnent à nombre de ces consultations un caractère de proximité qui permet au citoyen de mesurer à terme rapproché les conséquences de son vote (ou de son abstention).

Il n'est pourtant pas certain que, demain encore, les citoyens suisses auront accès à l'information indispensable pour assumer correctement leur responsabilité politique. Les scénarios d'avenir que vient de développer la Commission fédérale des médias (COFEM, Avenir des médias, 30.10. 2017) ne font pas preuve à cet égard d'un excès d'optimisme.

Les réseaux sociaux, dont les algorithmes ignorent les spécificités locales ou les amplifient, deviennent prépondérants. L'impact croissant des émotions par rapport à une approche rationnelle se fait sentir en Suisse comme dans les pays voisins. A l'instar du reste du monde, les citoyens sont interpellés par la rapidité de changements de société dont ils peinent à percevoir les tenants et aboutissants. En témoignent notre rapport ambigu avec l'Union Européenne et les réflexes identitaires xénophobes qui s'expriment fréquemment lors des votations.

Les jeunes générations se satisfont de sources d'information gratuites, fragmentaires et invérifiables. Dans un éditorial consacré à la « crise générationnelle », le quotidien Le Temps décrivait récemment (27.7.2017) le cadre de références du public jeune : versatile, peu regardant sur la séparation entre l'éditorial et la publicité, sensible à la passion plus qu'au professionnalisme, moins attentif à un contenu généraliste de qualité qu'aux thèmes spécifiques qui l'intéressent directement...

La liberté que donne l'Internet est une illusion dangereuse si elle ne s'accompagne pas de l'exercice responsable d'un pouvoir effectif. L'enjeu pour notre démocratie semi directe est précisément de faire en sorte que le peuple suisse demeure suffisamment bien informé pour assumer le pouvoir considérable qui lui est dévolu et affronter lucidement le tournant de civilisation que nous affrontons. Comme le dit la COFEM, il faut accorder « davantage d'importance à l'accès aux contenus pertinents pour le débat démocratique, aux informations indépendantes et aux connaissances ».

### **Le service public de la SSR**

La COFEM met l'accent sur la pluralité et la diversité des sources, ainsi que sur la concurrence entre les acteurs, tant au niveau journalistique que commercial. Elle estime qu'il ne serait ni judicieux, ni pertinent de limiter le service public des médias « à un fournisseur, un mode de financement ou certaines possibilités techniques de diffusion » et préconise un service public qui engloberait tous les médias disposés à fournir un journalisme responsable.

On souscrit à cette vision généreuse, partagée par le Club Helvétique et par l'association Mediaforti, qui, outre une SSR forte, promeut une infrastructure numérique Open Source mettant sur la même ligne tous les prestataires de journalisme, dans la perspective d'un financement public généralisé.

Cette idée n'est toutefois pas réalisable à court terme, en raison de son coût, sans parler de la difficulté d'établir des critères de sélection. Répartir entre tous les acteurs méritants les sommes actuellement perçues par la redevance aboutirait à un saupoudrage dont le public serait le grand perdant.

Il faut aussi observer qu'à l'heure d'Internet et des réseaux sociaux, la diversité et la pluralité des sources d'information et de communication n'est pas le problème central. Rien n'est plus aisé aujourd'hui que de diffuser n'importe quel point de vue au plus grand nombre.

Bien plus problématique est l'accès de l'ensemble des citoyens à des informations vérifiées et fiables, identifiées comme telles. De ce point de vue, un média de service public centralisé, sous le contrôle des citoyens, présente un avantage décisif. En Suisse, il joue déjà un rôle plus déterminant qu'ailleurs dans la formation de l'opinion. L'investissement massif dont la SSR bénéficie au service d'une population peu

nombreuse, notamment dans les régions linguistiques minoritaires, lui donne une position dominante. Seuls les médias étrangers lui font une forte concurrence, mais ils ne régatent pas avec lui sur les questions nationales ou régionales. En démantelant la SSR, le succès de l'initiative No Billag jetterait le bébé avec l'eau du bain. Face à cette menace imminente, la première urgence est de consolider la SSR, qui, comme aimait à le rappeler son ancien directeur Léo Schürmann, est nécessaire. Rien n'empêche, par la suite, de soutenir d'autres médias qui servent eux aussi l'intérêt général.

Lors des Journées de l'Innovation de l'EPFL (août 2016), la Conseillère fédérale Doris Leuthard déclarait que l'information des citoyens est la tâche prioritaire de la SSR.

Il n'en a pas toujours été ainsi. A l'origine, la radio réduisait ses plages d'information au minimum pour ne pas concurrencer la presse d'opinion. Pendant la guerre 39-45, la SSR ne diffusait que des informations fournies par le gouvernement, à travers l'Agence Télégraphique Suisse. C'est après la guerre seulement que la notion d'un service public audiovisuel chargé d'offrir aux citoyens une information indépendante s'est imposée. Dans le contexte actuel, cette tâche prend une dimension nouvelle.

L'article 55 de la Constitution fédérale, laconique à propos de la presse, dont il garantit la liberté, est prolixe sur la radio et la télévision. Leur indépendance est garantie dans la mesure où elles « contribuent au développement culturel des auditeurs et téléspectateurs, à la libre formation de leur opinion et à leur divertissement. Elles tiennent compte des particularités du pays et des besoins des cantons. Elles présentent les événements fidèlement et reflètent équitablement la diversité des opinions. »

Dans ce texte, la mission du service public de la SSR vise d'abord la culture, ensuite l'information, mais, comme semble le faire la Conseillère fédérale en charge, il y a de bonnes raisons d'inverser aujourd'hui cet ordre de priorités.

La toute récente Constitution genevoise (2013) stipule que « toute personne a droit à une information suffisante et pluraliste lui permettant de participer pleinement à la vie politique, économique, sociale et culturelle » et que « l'accès aux médias de service public est garanti ». Quoiqu'un peu sibylline, cette rédaction souligne le rôle prépondérant d'une information de service public.

Dans le contexte actuel, comme l'a opportunément rappelé la COFEM, l'accès des citoyens de notre pays à une information de qualité n'est plus assurée. La presse, dont les moyens et la diversité se réduisent comme peau de chagrin, est en plein désarroi. Il n'est pas rassurant qu'un Christoph Blocher, dont les objectifs ne se confondent pas avec le bien commun, acquière de nombreux titres en Suisse alémanique.

Pour le Club Helvétique, « selon diverses études, une majorité d'utilisateurs et d'utilisatrices ne fait plus aucune différence entre les nouvelles qui sont le fruit d'une véritable recherche de la part de médias sérieux et le matériel diffusé sur les réseaux sociaux par les agences de RP, les blogueurs et autres sources ». Tout semble se confondre dans ce que l'éditorialiste David Laufer appelle « un brouhaha disqualifiant et anxigène ».

Certes des titres de haut niveau, comme la NZZ, ne sont pas menacés et des initiatives généreuses financent plusieurs îlots de journalisme de qualité. On peut même espérer

qu'une presse locale indépendante, dont le rôle est indispensable, parvienne à se maintenir malgré les menaces dont elle fait l'objet.

Mais la tâche de fournir à l'ensemble de la population une information transparente sur les sujets d'intérêt général dépend de la radio télévision nationale de service public, quels que soient les supports sur lesquels elle est reçue. On ne voit pas, à court ou même moyen terme, qui pourrait jouer un rôle similaire si la SSR venait à disparaître.

Incontournable dans les domaines du sport et du divertissement, la SSR bénéficie d'une écoute exceptionnelle auprès de l'ensemble de la population. Son soutien à la culture suisse, surtout au cinéma et à la musique, est capital. La radio et la télévision ont longtemps joué un rôle privilégié de lien social et peuvent le jouer encore en partie, même s'il s'affaiblit sous la pression de l'Internet et des réseaux sociaux et n'est pour l'heure plus reconnu par la majorité de la jeune génération.

Le capital de confiance acquis par la SSR au fil des années est un atout décisif, mais suffit-il à faire le poids face aux critiques de plus en plus acerbes des milieux de l'économie et de la droite conservatrice et au désintérêt d'une partie grandissante de la population ?

Le moment est venu de réaffirmer le caractère irremplaçable de son modèle d'information face aux transformations de la société et la garantie qu'il représente pour l'accès du grand public aux faits et à la connaissance, indépendamment des opinions et des croyances de chacun.

Le Charybde et le Scylla du journalisme sont d'une part une négativité critique et un cynisme qui alimentent aussi bien l'extrémisme que l'indifférence, de l'autre une assurance et un entrain qui aveuglent le public. Un média de service public peut et doit se montrer capable de naviguer entre ces deux extrêmes pour produire un journalisme au service de l'intérêt général, « ni cynique, ni snob, du côté des gens », selon la formule du Guardian.

Le même Guardian a remplacé sa devise d'autrefois, « Comment is free », par cette autre : « Facts are sacred ». L'information brute et une multiplicité d'opinions sur n'importe quel sujet sont accessibles à chacun par une infinité de sources, mais seul un journalisme de service public, attentif aux risques de la désinformation, se donne pour tâche de faire ressortir les faits de l'enchevêtrement des opinions et des émotions, de répondre à la soif de comprendre du grand public, de partager la connaissance qui donne aux faits instantanés leur signification.

### **Associer la société civile à une redéfinition du journalisme de service public**

Si on ne lui coupe pas les ailes, la SSR est en mesure de remplir cette fonction. Mais il faut qu'elle en soit elle-même persuadée et que la majorité des citoyens suisses soient eux aussi convaincus de la nécessité d'un véritable journalisme de service public pour le bon fonctionnement de notre démocratie.

Bien qu'ancien collaborateur de la SSR, je ne représente en aucune manière l'opinion de ses dirigeants, pas plus que celle des collaborateurs actuels de cette institution. Je m'exprime ici en tant que citoyen inquiet, dont l'inquiétude est partagée par d'autres dinosaures de mon espèce.

Le moment est venu pour la SSR de réaffirmer publiquement le caractère irremplaçable de sa mission d'information et, pour ce faire, de le redéfinir en s'appuyant sur la société civile, particulièrement dynamique dans notre pays, dont la réflexion est indépendante des considérations liées à l'exercice du pouvoir politique.

Il s'agit d'approfondir et de renouveler une démarche déjà ancienne : les sociétés de radio et télévision offrent aux citoyens la possibilité d'influencer l'orientation et la qualité des contenus du service public audiovisuel. Mais le concept doit être repensé en fonction d'exigences nouvelles. Il convient d'y associer la société civile suisse dans ses composantes les plus actuelles et les plus dynamiques. De nouvelles formes d'engagement et de participation se manifestent en marge de la politique traditionnelle; il importe de leur donner la parole. Comme dit le professeur du MIT Ethan Zuckerman, « si les médias d'information aident les citoyens à se sentir capables de changer la société, ils jouiront d'une force et d'une loyauté dont, depuis des années, ils ne bénéficient plus ».

C'est dans cette optique qu'il me semble possible de mettre d'accord citoyens et professionnels sur les principales exigences que doit satisfaire le journalisme de service public.

Il y a de nombreuses années, quand TF1 privatisée avait subitement enlevé à la TSR la première place sur le marché romand, nous avons confié à Pierre Wiehn, concepteur du nouveau programme de TF1, le soin d'évaluer une semaine type du nôtre. Le regard de cet expert extérieur, ignorant tout de nos problèmes spécifiques, a permis de rétablir une situation gravement compromise.

Je suggère à la SSR une démarche analogue :

- 1) faire appel au regard extérieur de membres de la société civile, représentatifs des divers courants d'opinion, en évitant qu'ils soient noyautés par des partis politiques ou des intérêts particuliers ;
- 2) leur faire examiner un échantillon de programmes d'information de la radio-télévision nationale dans les diverses régions;
- 3) évaluer la contribution de ces programmes à démêler les faits des opinions et des émotions et à fournir les connaissances de base nécessaires ;
- 4) repérer d'éventuels manquements à ce double objectif.

Sans entrer ici dans les détails, une méthodologie assez simple permet de cadrer la discussion de ces experts improvisés pour aboutir à des résultats sous une forme comparable dans toutes les régions.

En se fondant sur leurs évaluations, il faudrait ensuite, entre représentants de la société civile et professionnels de la SSR, dont la pleine adhésion est la condition sine qua non de la réussite du projet, aboutir à un consensus sur les exigences que le journalisme de service public doit remplir pour exercer sa mission citoyenne.

En conformité avec la recommandation de la COFEM de préférer aux normes légales « les directives et les recommandations pratiques », ce consensus prendrait la forme de lignes directrices que la SSR s'engagerait à appliquer.

La démarche devrait faire l'objet de la plus grande publicité possible de manière à ce que l'opinion dans son ensemble prenne conscience des enjeux d'une information factuelle dans un monde livré aux émotions et aux opinions multiples. Elle répondrait au vœu de la COFEM d'« une discussion publique permanente ».

### **Exigences d'une information de service public**

Impossible de dire à l'avance les exigences sur lesquelles professionnels et société civile pourraient s'entendre, mais on peut esquisser quelques pistes.

Tout d'abord réaffirmer les éléments-clefs de la méthode journalistique, plus que jamais à l'ordre du jour : vérification et multiplication des sources ; distinction claire entre l'information et la communication, entre le journalisme et la publicité directe ou indirecte, entre les faits et les opinions ; exercice rigoureux du quatrième pouvoir, non seulement vis-à-vis des pouvoirs proches et visibles, mais aussi des pouvoirs moins visibles, ceux des multinationales qui, par leur force financière et leur contrôle de la révolution technologique, influencent aussi bien la politique en général que l'opinion et le comportement des individus.

On peut aussi adhérer aux principes de Katherine Viner, rédactrice en chef du Guardian : viser l'amélioration des choses plutôt que la seule critique ; collaborer étroitement avec le public ; refléter fidèlement les diverses composantes de la population ; viser le sens plus que l'effet ; traiter équitablement les personnes comme les pouvoirs, avec pour seul objectif de faire la lumière,.

L'essentiel est sans doute la compétence et le talent des journalistes. Cela exige un effort de sélection et de formation qui aille au delà des exigences actuelles. Des robots sont en mesure d'accomplir une grande partie des tâches rédactionnelles et de fournir sur chaque sujet un background d'une étendue et d'une précision inégalées. Ils le font déjà dans certains cas, notamment pour les compte-rendus de joutes sportives. Aux journalistes appartiennent l'analyse fine, la mise en relation d'éléments à première vue hétérogènes, la rencontre d'homme à homme, l'expérience du terrain, les compétences spécifiques et le talent individuel.

Avoir une forte personnalité est la condition du rapport de confiance entre le journaliste et son public. Aux responsables rédactionnels de constituer des équipes où se reflètent la plus grande diversité de sensibilités et d'orientations socio-politiques, pour éviter l'uniformité et la pensée unique. Il ne faut pas demander aux journalistes l'impartialité – laissons la aux machines dans leurs rôles subalternes –, seulement la transparence.

Il y a bien d'autres points à renforcer. En voici quelques exemples tirés de mon expérience de simple auditeur-spectateur.

#### *Des débats intelligibles*

Le but du débat d'idées, dans un cadre de service public, ne peut être que la meilleure compréhension du public, pas le spectacle.

La manière dont un Trump, avec ses contre-vérités et ses jugements à l'emporte-pièce, a pris tous les médias américains à contre-pied doit faire réfléchir. En le traitant comme un clown, en ne le prenant pas au sérieux, les journalistes se sont eux-mêmes piégés.

Dans le débat politique et social, les journalistes se comportent trop souvent comme des arbitres sportifs qui se contenteraient de noter les points remportés sans siffler les fautes commises, ou alors de manière aléatoire. Cela déconsidère le débat et renforce la conviction qu'il n'y a pas de faits, rien que des opinions qui se valent.

Le besoin se fait sentir d'une grande rigueur dans la conduite des débats. Un média de service public ne devrait admettre, dans les débats qu'il organise, ni arguments hors sujet, ni faits erronés, sous peine d'encourager le public à camper sur ses préjugés.

Un fact-checking rigoureux des faits invoqués, publié après coup dans une case équivalente à celle du débat, est un atout. Mais la méthode a des limites. Il ne faut pas en attendre plus qu'elle ne peut assumer. Elle ne dénonce que les erreurs de fait ou les mensonges évidents, pas les demi-vérités ni les insinuations. Au surplus, elle court le risque de donner un gage de crédibilité à ce qu'elle ne retient pas dans ses filets, alors qu'il peut s'y trouver des contre-vérités moins faciles à débusquer, mais tout aussi nocives.

D'une manière générale, présenter comme équivalents des points de vue contradictoires sur tous les sujets nuit à l'intelligibilité des débats. La prétendue neutralité de l'information - faire entendre une voix qui dit oui, puis une autre qui dit non - conduit à une stérilité qui fait obstacle au désir d'intelligence du public. Comme l'a fait remarquer Lawrence Lessig, la démocratie repose sur le même processus que la science : le rassemblement autour d'idées gagnantes.

*Personnalisation de la politique; information réciproque entre les régions ; minorités culturelles.*

Autre danger auquel il faut porter attention, une personnalisation excessive de la politique, à l'imitation des médias étrangers. Dans une démocratie semi directe, le peuple a le dernier mot, pas tel ou tel ministre ou chef de parti. Le vainqueur comme le perdant d'une votation n'est pas au premier chef une personnalité politique, mais un segment de l'opinion et de la société. C'est à la population, dans toute sa diversité, qu'il convient de donner la parole... Comme dit Ethan Zuckerman, « si la défiance vis-à-vis des institutions change le comportement des citoyens, il appartient aux médias de changer eux aussi et d'aider les gens à exercer efficacement leur pouvoir ».

Plus de moyens doivent être consacrés à l'information réciproque entre les régions du pays. Il faut aussi s'intéresser davantage aux minorités culturelles. A titre d'exemple, l'ignorance qui entoure la religion musulmane – sinon le phénomène religieux dans son ensemble – donne lieu à tous les amalgames. Une meilleure compréhension des particularités des uns et des autres est indispensable

*Mettre la connaissance à la portée du public*

Tous les faits ne se valent pas et toutes les opinions non plus. Pour mettre le public en garde contre un relativisme excessif, il convient qu'il sache sur quoi il peut se fonder pour évaluer une situation donnée.

Une solution est de lui proposer des renvois systématiques à la connaissance de base de tous les dossiers importants : ceux qui font l'objet de consultations populaires, notamment celles qui sont récurrentes (coûts de la santé, assurance vieillesse, immigration étrangère, etc.), ceux des grands défis globaux (changement climatique,

inégalités, migrations, islam, terrorisme, menaces sur la paix, ressources énergétiques, pollution, intelligence artificielle, GAFA, etc. ).

Indépendants de l'actualité et de toute polémique, ces espaces consacrés à la connaissance objective des dossiers ont pour seul objectif d'en faire comprendre la nature et les enjeux : établir les faits, pour autant qu'on les connaisse, ou l'état de la question, si les faits ne sont pas établis.

C'est aussi une occasion de familiariser le public avec la pensée scientifique. La connaissance n'est jamais définitive. Elle est sujette à des remises en question radicales, hélas aussi à des manipulations intéressées qu'il faut dénoncer sans relâche. Mais il n'est pas vrai pour autant que toutes les opinions se valent et qu'on ne peut tabler sur rien.

Dans un monde soumis à une révolution technologique permanente, la méthode scientifique a une importance prépondérante. Au lieu d'accorder à la science une confiance aveugle, le public doit acquérir les compétences qui lui permettent d'en observer les développements avec une vigilance attentive.

Une attention particulière est requise vis-à-vis des GAFAs (Google, Amazon, Facebook, Apple) qui donnent à chaque individu de formidables outils de liberté, mais l'enferment en même temps dans un réseau de liens invisibles de plus en plus serrés. Certains les voient comme une menace pour la démocratie. Un média de service public doit avoir leur endroit un regard critique permanent, en toute indépendance, au même titre que vis-à-vis du gouvernement.

Ce ne sont là bien sûr que des pistes de réflexion. Les représentants de la société civile et les professionnels en suivront sans doute d'autres, et de plus fécondes.

Le but, encore une fois, est de rendre publique une méthodologie de l'information de service public et d'en faire partager la nécessité.

Bref, de convaincre l'opinion publique de la nécessité d'une information objective, dégagée de tous préjugés, y compris de ceux des élites bien pensantes.

### **Auto régulation sous le contrôle d'un organe indépendant et neutre**

Pour assurer sa crédibilité, il est nécessaire que le service public de la SSR se soumette à un contrôle justifiant la confiance que le public lui accorde et le financement qu'il lui consent. Elle n'a rien à en redouter, bien au contraire.

L'OFCOM, théoriquement responsable de ce contrôle, dépend du gouvernement et ne peut donc l'exercer sérieusement sans compromettre l'indépendance éditoriale de la SSR

De ce fait, la qualité des prestations de la SSR reste autoproclamée, ce qui permet à ses adversaires de la critiquer tous azimuts. L'enquête sur la qualité des médias que mène chaque année l'Université de Zürich lui accorde son satisfecit, mais cette approche académique n'est pas de nature à convaincre l'opinion dans son ensemble.

Il faut souscrire sans réserve aux recommandations de la COFEM de « mettre en place une autorité de régulation indépendante de l'administration, compétente et proche de la branche » et d'encourager une démarche d'autorégulation transparente, voire de certification.

Plusieurs radios et télévisions régionales de notre pays font aujourd'hui usage de la norme universelle de gestion de la qualité médiatique ISAS MEDIA 9001, dérivée d'ISO 9001, développée il y a une dizaine d'années par la fondation suisse « Médias et Société », dont la SSR vient d'emprunter la dénomination pour désigner sa démarche de rapprochement avec la société civile.

Complétée par des lignes directrices fondées sur des exigences de l'information de service public dans notre pays, définies selon la méthode esquissée ci-dessus, cette norme internationale peut fournir le cadre de référence nécessaire à une autorégulation contrôlée par un organe indépendant et neutre, type SGS, DNV ou Veritas.

Rappelons qu'il ne s'agit pas de vérifier les contenus eux-mêmes, tâche qui revient aux seuls professionnelles, mais l'application systématique, au sein de l'entreprise, d'exigences définies avec précision. L'indépendance éditoriale de la SSR ne serait en rien compromise par un tel contrôle, qui renforcerait en revanche sa crédibilité.

### **L'information au service de la démocratie**

« Telle a été cette journée en Suisse et dans le monde à notre connaissance ». La célèbre formule qu'utilisait Pierre-Pascal Rossi pour conclure Téléjournal de la TSR résume à sa manière la fonction du journalisme de service public : fournir l'information dans la mesure de nos connaissances et la connaissance nécessaire à l'interpréter correctement, en s'écartant des préjugés, des croyances, des mensonges, de la communication ; établir les faits sur lesquels les opinions peuvent différer, ne pas tolérer les opinions qui nient les faits.

Rien de révolutionnaire. Il s'agit seulement de mettre en évidence la vraie valeur ajoutée du service public de la SSR dans le monde des réseaux et des moteurs de recherche, dont on sait aujourd'hui qu'ils sont manipulables et manipulés, le monde de la post vérité.

Même si la Suisse est à ce jour moins exposée que d'autres, le risque d'une désinformation massive menace toutes les démocraties.

Une information de service public courageuse et engagée, sur la base d'une méthode journalistique transparente, sous le contrôle des citoyens, peut permettre à la Suisse de s'en prémunir et de remplir le rôle de « démocratie témoin » que lui attribuait naguère André Siegfried.

Guillaume Chenevière

## Résumé

*Ce que l'ONU appelle la Société de l'Information et de la Connaissance est impactée par une révolution technologique d'une rapidité et d'une ampleur sans précédent. Dans un monde déboussolé, les citoyens ont besoin d'informations fiables, alors même qu'il devient malaisé de démêler le vrai du faux, les faits des opinions.*

*Le règne de la post vérité pose aux médias un défi que la Suisse, avec sa démocratie semi directe, doit relever à tout prix. Le service public médiatique de la SSR, fortement implanté, bénéficie d'un capital de confiance qui lui donne un rôle central à cet égard. L'initiative No Billag, qui menace de le démanteler, est aussi une occasion historique de démontrer l'actualité et la pertinence de son journalisme.*

*Il convient que les professionnels associent la société civile suisse, dans ses composantes les plus dynamiques, à une redéfinition des exigences du journalisme de service public. Il en résultera des lignes directrices que la SSR s'engagera à observer, sous le contrôle d'une instance neutre, rigoureusement indépendante de l'Etat. On donnera à cette démarche toute la publicité possible pour que l'opinion dans son ensemble prenne conscience des enjeux d'une information factuelle et des garanties que la SSR lui offre à cet égard.*

*Une information de service public courageuse et engagée, sur la base d'une méthode journalistique transparente sous le contrôle des citoyens, peut faire de la Suisse un exemple dans la période troublée qui s'amorce pour les démocraties du monde entier.*

## Biographie

*Né à Genève en 1937, Guillaume Chenevière a été journaliste (Tribune de Genève), sociologue (Centre Européen de la Culture et Département de l'Instruction Publique, Genève), cadre dans l'industrie automobile (Chrysler) et homme de théâtre (Nouveau Théâtre de Poche, Théâtre de Carouge - Atelier de Genève) avant d'entrer en 1975 à la Télévision Suisse Romande dont il a été directeur des programmes de 1986 à 1992, puis directeur jusqu'à sa retraite en 2001. En 2003 il a mis sur pied le Forum Mondial des Médias Electroniques dans le cadre du Sommet de l'ONU sur la Société de l'Information. De 2003 à 2015, il a dirigé la Fondation Médias et Société, qui promeut une norme universelle de la qualité médiatique. Il fait partie des conseils de fondation du Théâtre de Carouge - Atelier de Genève et de la Maison de Rousseau et de la Littérature. Il est l'auteur de « Che » (Favre 2001), un recueil de souvenirs, et de « Rousseau, une Histoire Genevoise » (Labor et Fides 2012). Il publie des chroniques occasionnelles dans le journal « Le Temps » et poursuit une activité d'historien et d'homme de théâtre.*

